

Organismes bénévoles d'hygiène

De concert avec des organismes officiels, les organismes bénévoles du Canada continuent de participer considérablement à la fourniture d'une gamme de services d'hygiène, y compris l'éducation sanitaire. Nombre d'organismes bénévoles d'envergure provinciale ou locale fournissent directement des services aux personnes souffrant de quelque incapacité: arthrite et rhumatisme, cécité, maladie fibrokystique, paralysie cérébrale, surdité, épilepsie, diabète, maladie mentale, arriération mentale et paraplégie. Deux des principaux organismes bénévoles, soit les sociétés provinciales pour les enfants infirmes et les fondations pour les invalides, ont réuni leurs efforts dans sept provinces. D'autres organismes communautaires offrent des services spécialisés; les Infirmières de l'Ordre de Victoria, par exemple, fournissent des services de soins infirmiers à domicile et des services de collecte de sang et de transfusion sanguine et des services d'aide familiale; l'Association de l'Ambulance Saint-Jean s'occupe de la formation de bénévoles en matière de secourisme et de soins à domicile. On compte également, dans la localité, des centres de réadaptation, des ateliers protégés et des services de loisirs pour les invalides. En plus d'être appuyés par les caisses de bienfaisance, nombre d'organismes bénévoles sont supportés   même les recettes fiscales.

Outre la coordination des efforts de leurs divisions provinciales, les organismes bénévoles nationaux s'intéressent principalement à la recherche médicale, à la formation professionnelle et à l'éducation du public. Parmi les organismes appuyant la recherche clinique on compte l'Institut national du cancer, la Fondation canadienne du coeur, la Société canadienne contre l'arthrite et le rhumatisme, la Société canadienne de la sclérose en plaques, l'Association canadienne pour la Santé mentale et l'Association canadienne de la dystrophie musculaire.

PARTIE II - SOUTIEN DU REVENU

Allocations familiales

Tout enfant de moins de 16 ans qui est n  au Canada, qui y réside depuis au moins un an ou dont le père ou la mère y a résidé pendant les 3 années qui pr c dent immédiatement sa naissance peut prétendre aux allocations familiales. Ces allocations, qui ont été instaurées en 1945, sont versées, à même le revenu public, par le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, ne nécessitent aucun examen du revenu et ne sont pas imposables aux fins de l'impôt sur le revenu. L'exemption d'impôt sur le revenu accordée au nom des enfants à charge admissibles aux allocations familiales est toutefois moins élevée que l'exemption accordée pour les enfants qui n'y sont pas admissibles. Les allocations s'établissent à \$6 par mois dans le cas des enfants de moins de dix ans et à \$8 dans le cas des enfants âgés de 10 à 16 ans exclusivement. Le ministère fournit l'assistance familiale, dont les taux sont les mêmes que les allocations familiales, au nom de chaque enfant de moins de 16 ans à la charge d'un immigrant reçu ou d'un Canadien qui revient au Canada afin d'y résider à titre permanent. Cette assistance est versée mensuellement pendant un an, c'est-à-dire jusqu'à ce que l'enfant en question soit admissible aux allocations familiales.